



iFi-LATINECO

CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE LATINO-AMÉRICAINE

Février 2010



iFi-LATINECO

11 rue Tronchet - F-75008 PARIS

Tél. : +33 (0) 1 47 42 23 05 | Fax : +33 (0) 1 40 06 90 79 | ifi-info@latineco.com

www.latineco.com

SOMMAIRE

AMÉRIQUE LATINE	4
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	4
Popularité au sommet de l'État : les bons et les mauvais élèves	4
IED en perte de vitesse.....	4
Le rythme de croissance depuis 60 ans	5
Des fusions-acquisitions promises à des jours meilleurs.....	5
ARGENTINE	6
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	7
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	8
Été politique mouvementé	8
Un excédent commercial facilité par la crise.....	8
Salaire moyen en hausse	8
Trop de fiscalité.....	9
Préoccupante fuite des capitaux	9
BRÉSIL.....	10
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	11
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	12
Des ministres qui préparent leur avenir	12
Travailler moins pour acheter autant	12
Record d'importations	12
Zoom sur l'évolution des destinations des exportations.....	13
Chômage : à peine plus élevé qu'en 2008	13
Une dette publique de moins en moins pesante	13
CHILI.....	14
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	15
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	16
Des techniciens pour gouverner.....	16
Combien d'entreprises exportatrices ?.....	16
Le chômage dans le Grand Santiago.....	16
COLOMBIE	17
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	18
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	19
Menaces sur le référendum « réélectif » ?	19
IED et exportations en baisse	19
Inflation exceptionnellement basse	19

MEXIQUE	20
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	<i>21</i>
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	<i>22</i>
Le pouvoir à tour « PRI »	22
2009 : <i>annus horribilis</i>	22
... mais par pour l'emploi	22
Montée de la dette publique	22
Économie et narcotrafic	23
URUGUAY	24
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	<i>25</i>
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	<i>26</i>
Un parlement tout neuf	26
Aggravation du déficit public.....	26
Pouvoir d'achat en hausse en 2009	26

AMÉRIQUE LATINE

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

Popularité au sommet de l'État : les bons et les mauvais élèves

CLASSEMENT DES PRÉSIDENTS LATINO-AMÉRICAINS EN TERMES DE POPULARITÉ (Source : Consulta Mitofvsky)			
N°	Chef d'État	Pays	Taux de popularité (%)
1	Ricardo MARTINELLI	Panamá	91
2	Mauricio FUNES	El Salvador	88
3	Luiz Inácio LULA DA SILVA	Brésil	83
4	Michelle BACHELET	Chili	81
5	Álvaro URIBE	Colombie	64
6	Tabaré VÁZQUEZ	Uruguay	61
7	Evo MORALES	Bolivie	60
8	Felipe CALDERÓN	Mexique	55
9	Fernando LUGO	Paraguay	50
10	Álvaro COLOM	Guatemala	46
11	Óscar ARIAS	Costa Rica	44
12	Rafael CORREA	Équateur	42
13	Alan GARCÍA	Pérou	29
14	Daniel ORTEGA	Nicaragua	26
15	Cristina F. DE KIRCHNER	Argentine	19

NC : Hugo CHÁVEZ (Venezuela), Raúl CASTRO (Cuba), Leonel FERNÁNDEZ (République dominicaine) et Manuel ZELAYA (Honduras).

IED en perte de vitesse

L'an dernier, les investissements étrangers directs (IED) ont diminué de 41% dans la zone par rapport à 2008 à **86 milliards de dollars**, le pays le plus touché étant le Brésil avec une baisse de 49% (23 milliards de dollars), suivi du Mexique (-41% à 13 milliards de dollars), tandis que le seul pays qui a vu ses IED augmenter est le Pérou, avec une hausse de 28,1% à **6,2 milliards de dollars**.

Le rythme de croissance depuis 60 ans

Selon la **Commission économique pour l'Amérique latine et la Caraïbe (CEPAL)**, entre 1950 et 2009, l'économie régionale a enregistré une croissance moyenne annuelle de 4% accompagnée d'une augmentation moyenne annuelle de sa démographie de 2,1%.

Au cours de la période, la proportion des adultes dans la population totale a plus que doublé tandis que celle des enfants a diminué de 13 points.

Des fusions-acquisitions promises à des jours meilleurs

L'Amérique latine est un petit acteur mondial en termes de fusions et acquisitions, n'ayant représenté que 5% du total réalisé entre janvier et septembre 2009. Malgré ce chiffre et les retombées de la crise pour les affaires, l'activité semble retrouver un meilleur rythme.

Il faut noter qu'au Brésil, par exemple, les fusions et acquisitions ont atteint au premier semestre 2008 **50 milliards de dollars** contre 29 milliards de dollars l'année suivante.

Proportionnellement, la baisse des fusions-acquisitions en Amérique latine a été moins forte qu'ailleurs, les fusions ayant été les plus nombreuses. Parmi les opérations les plus importantes figure celle de l'achat de l'opérateur brésilien de télécoms **GVT** par **Vivendi** pour 2,9 milliards de dollars.

Près de 60% des fusions et acquisitions ont été réalisées dans les secteurs minier, financier et de la grande distribution commerciale. Il est possible que dans un proche avenir le BTP, la logistique et l'énergie deviennent des secteurs attractifs pour ce type d'opération.

ARGENTINE



FICHE PAYS

Nom officiel República Argentina

Superficie 2 791 810 km²

Population 41M d'hab.

Densité de population 14,69 hab./km²

Langue officielle Espagnol

Capitale Buenos Aires - 3,1M d'hab. (Agglo. : 13,5M d'hab.)

Villes principales

Córdoba - 1,4M d'hab.

Rosario - 1M d'hab.

Mendoza - 870 000 hab.

Régime politique République fédérale (23 provinces + Capitale fédérale)

Chef d'État Cristina Elisabet Fernández de Kirchner (2008-2012)

Monnaie Peso (ARS)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

ARGENTINE		2008	2009	2010 ^P
PIB (Md\$)		266,3	263,6	272,3
PIB (Δ %)		5,0	-1,0	3,3
PIB/hab. (\$)		6 759	6 584	6 641
Taux d'intérêt court* (%)		11,5	9,5	9,5
Taux d'inflation (Δ %)		22,0**	15,0**	16,0**
Taux de chômage* (%)		9,8	11,5	8,3
Solde commercial (Md\$)		13,18	17,29	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		48,9	46,1	47,0
Dettes extérieures* (Md\$)		127,3	128,1	123,8
Taux de change (ARS) au 31/12	/USD	3,45	3,80	
	/EUR	4,92	5,46	

*Dernière donnée connue | **Calcul réel non-officiel

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
25,8	63,5	10,7

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

ARGENTINE

Été politique mouvementé

La saga de l'éviction du gouverneur de la Banque centrale n'a été qu'un épisode chaud de l'été politique argentin car il a fallu trouver un remplaçant qui bénéficie d'un certain consensus et professionnalisme pour la tâche. Et ce fut **Mercedes Marcó del Pont**, jusqu'alors présidente de **Banco Nación**. Cette nomination revêt un caractère capital dans le sens où elle se fait dans un contexte de contestation vis-à-vis du projet de puiser près de 7 milliards de dollars dans les réserves de la Banque centrale pour honorer des dettes publiques et permettre ainsi de renouer avec les marchés internationaux de capitaux. Le contexte est doublement difficile pour les **Kirchner**, car la nouvelle composition du Congrès leur est largement défavorable et le vice-président **Cobos**, également président du Sénat, persiste dans des positions souvent à l'opposé de celles de la présidence. Par ailleurs, rien n'est simple en Argentine : les vacances estivales bientôt finies, les mouvements ruraux menacent de recommencer et les problèmes de l'imposition de la production restent à résoudre.

Un excédent commercial facilité par la crise

Selon **Ecolatina**, l'excédent commercial record du pays de plus de **17 milliards de dollars** serait dû au ralentissement des importations induit par la crise. En effet, les importations ont chuté de **32%** par rapport à 2008 tandis que de leur côté, les exportations ont diminué de **20,4%**, la pire chute depuis 1975. Les perspectives sont néanmoins encourageantes pour cette année avec des exportations qui devraient avoisiner les 65 milliards de dollars (16,6% de plus qu'en 2009) tandis que les importations devraient approcher les 49,5 milliards de dollars (+27,7%).

Salaire moyen en hausse

Selon le consultant **Economía y Regiones**, les argentins gagnaient en moyenne 3 091 pesos (environ 808\$) au troisième trimestre de 2009, mais les inégalités sont grandes selon les régions. En effet, le sud du pays possède le salaire moyen le plus élevé à 6 241 pesos (environ 1 632\$) dans la province de Santa Cruz ainsi que l'augmentation interannuelle la plus forte avec +27,3% dans la province du Chubut. À l'autre extrême, on trouve les revenus moyens les plus faibles dans le nord du pays avec un minimum dans la province de Santiago del Estero où le montant est trois fois inférieur à celui de Santa Cruz : 2 048 pesos, soit environ 535\$.

Trop de fiscalité

Le transfert des montants des fonds de pensions à l'État en 2009 a permis au gouvernement de compenser le recul de la collecte fiscale. Ainsi, selon le ministère de l'Économie, pour la septième année consécutive, la pression fiscale a augmenté, atteignant un niveau record représentant **27,37%** du PIB. Sans l'apport des fonds de pensions, les recettes fiscales réelles auraient baissé d'un demi-point comparé à 2008.

Ainsi, depuis 2001, la pression fiscale est passée de 17,30% du PIB à 27,37% à cause des nouveaux impôts dont les fameuses taxes à l'exportation de produits agricoles, l'impôt sur le chèque et la hausse de la TVA.

En bref, le gouvernement signale qu'en 2009 les recettes fiscales ont crû de 13,2%, mais si l'on ne tient pas compte de l'appropriation des fonds des pensions, la progression n'atteint que 8,8%, bien en dessous de l'inflation estimée à 15%.

PS : les impôts sur la consommation représentent 35% des recettes fiscales nationales et les charges et autres taxes liées à la sécurité sociale 25%.

Préoccupante fuite des capitaux

Sur 2009, le montant des capitaux et devises ayant quitté le pays atteint **14,12 milliards de dollars**. Les 2,69 milliards de dollars encaissés par l'État correspondant aux fonds versés par le **Fonds monétaire international** (droits de tirage spéciaux) ont permis à la balance de change d'éviter de tomber dans le rouge l'an passé.

Par ailleurs, toujours en 2009, la balance commerciale a enregistré l'entrée de **16,43 milliards de dollars**. 4,63 milliards de dollars ont été utilisés pour rembourser des dettes auprès de créanciers privés, 3,1 milliards pour transférer des bénéfices d'entreprises et 14,12 milliards reviennent à la fuite de capitaux.

BRÉSIL



FICHE PAYS

Nom officiel República Federativa do Brasil

Superficie 8 511 965 km²

Population 199M d'hab.

Densité de population 23,38 hab./km²

Langue officielle Portugais

Capitale Brasília - 2,4M d'hab.

Villes principales

São Paulo - 11M d'hab. (Agglo. : 19,7M d'hab.)

Rio de Janeiro - 6,14M d'hab. (Agglo. : 11,4M d'hab.)

Salvador - 2,9M d'hab. (Agglo. : 3,6M d'hab.)

Belo Horizonte - 2,4M d'hab. (Agglo. : 5M d'hab.)

Régime politique République fédérale (26 États + District fédéral)

Chef d'État Luiz Inácio Lula da Silva (2007-2010)

Monnaie Réal (BRL)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

BRÉSIL		2008	2009	2010 ^P
PIB (Md\$)		1 418,9	1 420,3	1 494,2
PIB (Δ %)		5,1	0,1	5,2
PIB/hab. (\$)		7 462	7 439	7 509
Taux d'intérêt court* (%)		13,75	8,75	8,75
Taux d'inflation (Δ %)		6,2	4,31	4,5
Taux de chômage* (%)		7,8	8,1	6,8
Solde commercial (Md\$)		24,7	24,6	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		200,0	231,5	239,1
Dettes extérieures* (Md\$)		212,9	204,0	202,5
Taux de change (BRL) au 31/12	/USD	2,18	1,74	
	/EUR	3,28	2,46	

*Dernière donnée connue

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
27,0	66,8	6,2

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

BRÉSIL

Des ministres qui préparent leur avenir

Le ministre de la Justice **Tarso Genro** a cédé son portefeuille à **Luiz Paulo Barreto**, vice-ministre de la Justice, pour se consacrer à sa campagne électorale pour le poste de gouverneur de l'État du Rio Grande do Sul sous l'étiquette du **Parti des travailleurs**.

M. Genro, proche du président **Lula**, fait partie des gouvernements successifs de ce dernier depuis le début de son mandat en 2003.

Selon la presse, il y aurait une douzaine de ministres et de secrétaires d'État qui démissionneraient du gouvernement afin de briguer un poste lors des élections générales d'octobre prochain (président, gouverneurs d'État, députés et sénateurs) avec en premier lieu **Dilma Rousseff** pour le poste suprême.

À noter : la loi oblige tout membre de l'exécutif désirant briguer un mandat électif à laisser son poste six mois avant le scrutin.

Travailler moins pour acheter autant

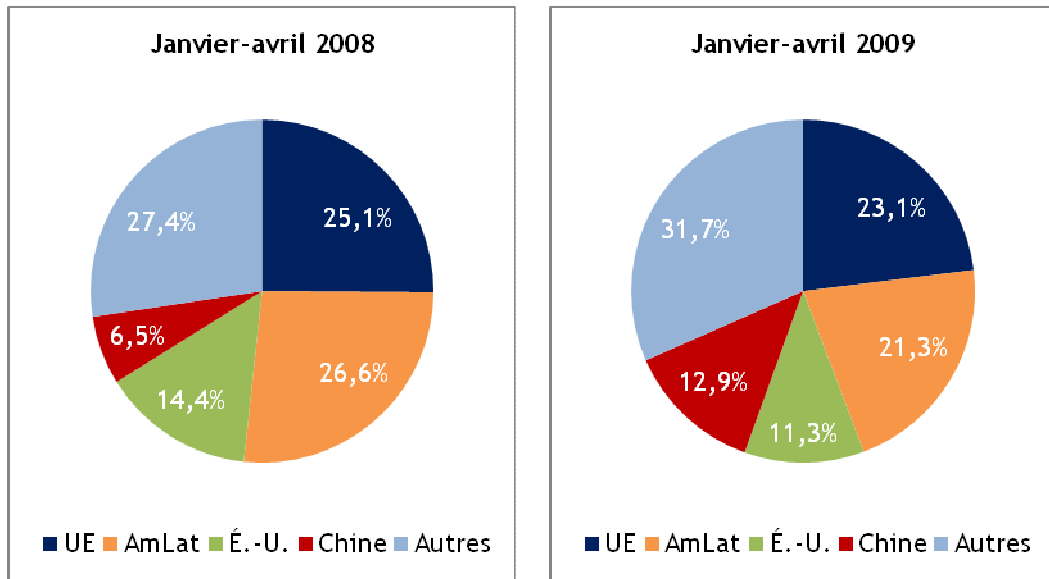
D'après une étude du **DIEESE**, un travailleur de São Paulo qui gagne le salaire minimum doit travailler 109 heures et 53 minutes pour pouvoir acquérir le panier de base 2009 alors qu'il lui en coûtait 126 heures et 54 minutes l'année précédente. Le chiffre de 2009 est le plus bas depuis 1970 (106 heures et 11 minutes) et il s'accompagne d'une baisse de la part du revenu dédié à l'achat du panier de base (49,47% contre 57,68% en 2008) qui revient elle aussi à son niveau du début des années 1970.

Record d'importations

Les importations brésiliennes ont battu des records pour un mois de janvier : elles ont atteint **573,6 millions de dollars**, soit 16,8% de plus qu'en janvier 2009, lorsque l'économie souffrait des retombées de la crise mondiale. Cependant, le plus important pour le gouvernement reste les exportations qui ne reviennent pas au rythme voulu même si elles ont augmenté de 21,3% en janvier par rapport à l'an passé avec un montant de **565,3 millions de dollars**. La balance commerciale de janvier s'est donc clôturée avec un déficit de **166 millions de dollars**.

À noter : les exportations brésiliennes vers l'Argentine ont augmenté de 58,9% en janvier en s'élevant à 973 millions de *reais* (environ 503 millions de dollars).

Zoom sur l'évolution des destinations des exportations



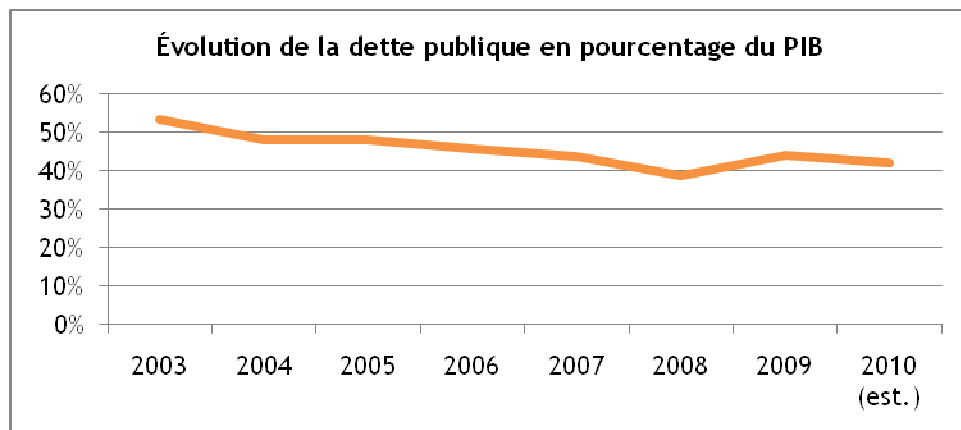
Chômage : à peine plus élevé qu'en 2008

Selon les données officielles, le taux de chômage en 2009 a été de **8,1%**, soit le deuxième taux le plus abs depuis le début des enquêtes mensuelles sur l'emploi en 2002, ce résultat étant un peu plus élevé que celui de 2008 (7,9%).

De même, le revenu moyen des travailleurs s'est également amélioré pendant l'année, avec une hausse de 3,2% comparé à 2008, pour atteindre **719,60 dollars**.

À noter : cette enquête tient compte de l'évolution du marché du travail des six régions métropolitaines les plus importantes du pays (São Paulo, Rio de Janeiro, Belo Horizonte, Salvador, Recife et Porto Alegre).

Une dette publique de moins en moins pesante



CHILI



FICHE PAYS

Nom officiel República de Chile

Superficie 756 626 km²

Population 16,6M d'hab.

Densité de population 21,94 hab./km²

Langue officielle Espagnol

Capitale Santiago - 4,9M d'hab.

Villes principales

Valparaíso - 300 000 hab. (Agglo. : 803 683 hab.)

Concepción - 216 061 hab. (Agglo. : 666 381 hab.)

Régime politique République

Chef d'État Verónica Michelle Bachelet Jeria (2006-2010)

Monnaie Peso (CLP)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

CHILI		2008	2009	2010 ^P
PIB (Md\$)		140,5	138,4	144,9
PIB (Δ %)		3,6	-1,5	4,7
PIB/hab. (\$)		8 464	8 380	8 729
Taux d'intérêt court* (%)		8,25	0,5	0,5
Taux d'inflation (Δ %)		7,1	-1,4	1,9
Taux de chômage* (%)		7,8	9,7	8,6
Solde commercial (Md\$)		8,85	13,32	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		24,09	22,8	26,0
Dettes extérieures* (Md\$)		51,69	71,2	68,9
Taux de change (CLP) au 31/12	/USD	630,3	507	
	/EUR	914,8	716	

*Dernière donnée connue

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
23,6	67,6	8,8

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

CHILI

Des techniciens pour gouverner

Sitôt élu à la tête du pays, **Sebastián Piñera**, qui prendra officiellement ses fonctions le 11 mars prochain, s'est attelé à la formation de son premier gouvernement, et ce de manière pragmatique. En effet, sur les 22 membres du prochain exécutif (moyenne d'âge : 39 ans), 13 sont politiquement indépendants, avec souvent un profil d'homme d'affaires ou d'économiste. C'est le cas de **Cristián Larroulet** (économiste, secrétaire général de la Présidence), **Juan Andrés Fontaine** (économiste, ministre de l'Économie) **Alfredo Moreno** (membre de direction du distributeur Falabella, ministre des Relations extérieures), **Laurence Golborne** (administrateur du groupe Ripley et ancien N°2 de Cencosud, ministre des Mines).

Autres caractéristiques de l'équipe gouvernementale : la présence de six femmes (secrétariat général du gouvernement, Logement et Urbanisme, Biens nationaux, Travail et Prévention sociale, Environnement, et Service national de la Femme) et d'une personnalité de gauche, **Jaime Ravinet**, ancien ministre sous la présidence **Lagos** (2000-2006) et futur ministre de la Défense nationale.

Combien d'entreprises exportatrices ?

Dans le classement national de 2009 figurent **7 514** entreprises exportatrices dont la valeur totale des envois est de près de **50 milliards de dollars**, soit **28,2%** de moins qu'en 2008. Dans le groupe, 10 exportateurs concentrent **46%** des envois à l'extérieur dont le géant minier public **CODELCO** (cuivre) qui représente à lui seul **19,5%** du total (9,72 milliards de dollars en 2009 contre 13,77 milliards en 2008). Notons enfin qu'en janvier dernier, le montant des exportations a crû de moitié par rapport à janvier 2009, totalisant **5,87 milliards de dollars**.

Le chômage dans le Grand Santiago

En décembre 2009, le taux de chômage du Grand Santiago était de **10,8%**, soit 1,1 point de plus en variation interannuelle. Bien que sur douze mois les embauches aient progressé de 0,8%, la hausse n'est pas suffisante pour compenser les 2% d'accroissement de l'offre de main d'œuvre qui arrive sur le marché durant la période.

Le nombre total de chômeurs dans la zone est d'environ 312 000 personnes, dont 18,2% dans la construction et 6,1% dans les services et le secteur financier.

COLOMBIE



FICHE PAYS

Nom officiel República de Colombia

Superficie 1 141 748 km²

Population 45,6M d'hab.

Densité de population 39,94 hab./km²

Langue officielle Espagnol

Capitale Santa Fe de Bogotá - 6,8M d'hab. (Agglo. : 8M d'hab.)

Villes principales

Medellín - 3,5M d'hab.

Santiago de Cali - 2,6M d'hab.

Barranquilla - 1,7M d'hab.

Régime politique République

Chef d'État Álvaro Uribe Vélez (2006-2010)

Monnaie Peso (COP)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

COLOMBIE		2008	2009	2010 ^P
PIB (Md\$)		176,7	177,2	181,6
PIB (Δ %)		2,5	0,3	2,5
PIB/hab. (\$)		4 210	3 886	3 982
Taux d'intérêt court* (%)		10,0	3,5	3,5
Taux d'inflation (Δ %)		7,67	2,0	3,8
Taux de chômage* (%)		10,1	11,5	11,5
Solde commercial (Md\$)		-5,0	-2,35	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		23,12	23,12	23,12
Dettes extérieures* (Md\$)		45,85	49,0	51,2
Taux de change (COP) au 31/12	/USD	2 194	2 044	
	/EUR	3 227	2 908	

*Dernière donnée connue

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
29,4	65,1	5,5

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

COLOMBIE

Menaces sur le référendum « réélectif » ?

À quelques semaines des élections législatives (14 mars), le processus visant à la tenue d'un référendum pour permettre au président de la République de briguer un troisième mandat, ce qui est constitutionnellement impossible à l'heure actuelle, suit son cours dans les arcanes des hautes institutions du pays. Actuellement, la loi qui doit permettre la tenue de ce référendum est en discussion à la Cour constitutionnelle.

Mais une mauvaise nouvelle pourrait perturber les ambitions « réélectorales » d'**Álvaro Uribe**. En effet, un récent sondage du **Centro Nacional de Consultoría** pour la chaîne **CM&** a montré que 54% des colombiens était contre la tenue de ce scrutin.

IED et exportations en baisse

Le président **Álvaro Uribe** a annoncé que l'an passé le pays avait reçu pour un montant de **9,53 milliards de dollars** d'investissements étrangers directs, chiffre inférieur de 7% à celui de 2008. Cette baisse est à relativiser puisque la baisse au niveau mondial est de 30%.

M. Uribe a également fait état d'une baisse en valeur des exportations de 14,7% à un peu plus de **32 milliards de dollars**.

PS : en 2009, la Colombie a enregistré un déficit commercial de **2,35 milliards de dollars** (-5 milliards de dollars en 2008).

Inflation exceptionnellement basse

En 2009, selon la Banque centrale, le taux d'inflation s'est chiffré à seulement **2%**, soit le niveau le plus bas jamais enregistré depuis 1955.

Ce taux est la conséquence de l'augmentation de l'offre d'aliments et de produits de base alliée à la chute de la consommation.

Pour rappel, le taux d'inflation 2008 a été de **7,67%**.

MEXIQUE



FICHE PAYS

Nom officiel Estados Unidos Mexicanos

Superficie 1 964 375 km²

Population 111,2M d'hab.

Densité de population 56,61 hab./km²

Langue officielle Espagnol

Capitale Ciudad de México - 8,7M d'hab. (Agglo. : 22M d'hab.)

Villes principales

Guadalajara - 4,2M d'hab.

Monterrey - 3,8M d'hab.

Puebla - 2,6M d'hab.

Régime politique République fédérale (31 États + District fédéral)

Chef d'État Felipe de Jesús Calderón Hinojosa (2006-2012)

Monnaie Peso (MXN)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

MEXIQUE		2008	2009	2010 ^P
PIB (Md\$)		907,0	846,2	875,8
PIB (Δ %)		1,5	-6,7	3,5
PIB/hab. (\$)		8 573	7 610	7 876
Taux d'intérêt court* (%)		8,25	4,5	4,5
Taux d'inflation (Δ %)		6,5	4,1	5,2
Taux de chômage* (%)		4,25	5,9	5,94
Solde commercial (Md\$)		-16,84	-13,61	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		77,13	80,8	91,4
Dettes extérieures* (Md\$)		163,0	163,0	46,2
Taux de change (MXN) au 31/12	/USD	13,34	13,04	
	/EUR	19,45	18,66	

*Dernière donnée connue

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
29,6	64,3	6,1

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

MEXIQUE

Le pouvoir à tour « PRI »

Selon plusieurs sondages, le **Parti révolutionnaire institutionnel (PRI)**, qui a reporté les élections législatives l'an dernier, est très bien parti pour gagner l'élection présidentielle de 2012.

Aussi, afin d'empêcher le retour au pouvoir de ce parti qui a gouverné le pays durant 71 ans consécutifs au siècle dernier, les deux « frères ennemis » du **Parti action nationale (PAN, droite au pouvoir)** et du **Parti de la révolution démocratique (PRD, gauche)** pourraient contre toute attente former un front « anti-PRI », au moins sur le plan local. Ainsi, dans le cadre des élections locales qui vont se tenir cette année dans plusieurs États du pays, un accord PAN-PRI a déjà été entériné dans l'État de Durango (nord) et d'autres devraient suivre pour les États d'Oaxaca (sud) et d'Hidalgo (centre).

Des critiques se sont fait jour dans les deux camps et par les observateurs qui pointent du doigt l'aspect électoraliste de la méthode et son manque de projet de fond.

2009 : *annus horribilis*...

Selon les autorités, l'an dernier, l'économie mexicaine aurait reculé de **6,7%** par rapport à 2008, en ayant perdu 181 271 emplois. Il s'agit du pire recul économique de tous les pays de la région. Pour 2010, les prévisions tablent sur une croissance économique d'environ 3%.

Annus horribilis aussi pour ceux qui sont passés sous le seuil de pauvreté à cause de la crise. Ainsi, en 2009, le pays comptait 47,2 millions de pauvres dont 11,2 millions d'indigents.

... mais par pour l'emploi

Selon l'**Organisation de coopération et de développement économique (OCDE)**, en 2009, le taux de chômage du Mexique a été en moyenne de **5,5%**, soit l'un des cinq plus bas parmi les 30 pays membres de l'organisation.

Montée de la dette publique

Les chiffres accablent le gouvernement : la dette publique aurait augmenté de **54,2%** durant les trois premières années du mandat de **Felipe Calderón**, passant de 153,7

milliards de dollars en 2006 à **236,5 milliards de dollars** en 2009. La part de la dette dans le PIB a bondi de 3,8 points et s'élève à **24,9%**.

Plus en détail, la dette interne aurait crû de 58% à 190,3 milliards de dollars et la dette externe de 16% à 46,2 milliards de dollars environ.

Notons enfin que les recettes du secteur public ont chuté de 6,5% l'an dernier à 218,6 milliards de dollars tandis que les dépenses publiques s'élevaient elles de 2,2% à 240 milliards de dollars.

Économie et narcotrafic

Selon des estimations, les cartels mexicains, qui contrôlent la majeure partie de la vente de cocaïne et des amphétamines aux États-Unis, injectent dans l'économie entre **25 et 40 milliards de dollars** par an. Ce montant est supérieur à celui des exportations officielles de pétrole, la principale source de revenus du pays.

L'argent du narcotrafic est présent dans tous les secteurs et niveaux de l'économie, depuis le commerce et l'industrie jusqu'au banques. Ainsi, les banques du Sinaloa (nord-ouest) possèdent plus d'argent que celui qui est généré par l'économie légale de cet État. Selon une étude, ces banques ont blanchi plus de 680 millions de dollars en 2009, cet argent ayant servi à faire croître de 20% l'économie de l'État.

Malgré des conditions économiques attractives, la violence qui accompagne cette « croissance » éloigne les investisseurs potentiels du pays. En effet, selon un classement d'**AT Kearney**, le Mexique occupe la huitième place parmi les pays les plus attractifs pour les investissements étrangers directs (IED) alors qu'en 2003, le pays se plaçait au troisième rang de ce même classement.

URUGUAY



FICHE PAYS

Nom officiel República Oriental del Uruguay

Superficie 176 215 km²

Population 3,5M d'hab.

Densité de population 19,86 hab./km²

Langue officielle Espagnol

Capitale Montevideo - 1,7M d'hab.

Villes principales

Salto - 100 572 hab.

Maldonado - 100 000 hab.

Paysandú - 86 000 hab.

Régime politique République

Chef d'État Tabaré Ramón Vázquez Rosas (2005-2010)

Monnaie Peso (UYU)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

URUGUAY		2008	2009	2010 ^P
PIB (Md\$)		13,6	13,8	14,4
PIB (Δ %)		8,9	1,5	4,3
PIB/hab. (\$)		3 977	4 035	4 114
Taux d'intérêt court* (Δ %)		7,25	8,0	6,25
Taux d'inflation (%)		9,2	5,9	7,2
Taux de chômage* (%)		7,0	6,4	6,3
Solde commercial (Md\$)		-2,8	0,87	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		4,0	8,0	8,0
Dettes extérieures* (Md\$)		13,7	12,4	12,4
Taux de change (UYU) au 31/12	/USD	24,3	19,6	
	/EUR	34,8	27,37	

*Dernière donnée connue

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
22,7	64,0	13,3

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

URUGUAY

Un parlement tout neuf

Ce fût le 15 février dernier que le nouveau parlement du pays s'est installé avec une majorité du parti **Frente Amplio** (gauche), soit 50 députés et 16 sénateurs (plus le vice-président Danilo Astori) pour la formation gouvernementale et 63 parlementaires pour l'opposition (49 députés et 14 sénateurs). Pour la première fois, deux femmes vont présider simultanément les deux chambres : **Lucía Topolansky** (épouse du futur président Mujica) au Sénat jusqu'à la prise de pouvoir de **Danilo Astori**, et **Ivonne Passada** à la Chambre des députés.

Le congrès devrait démarrer ses activités avec des sujets liés à la sécurité, l'éducation, l'énergie et l'environnement ainsi que la création du « ministère de la Présidence ». La caractéristique de cette nouvelle composition du pouvoir législatif est celle de compter un nombre important de membres de l'opposition.

À noter : le premier parti politique en Uruguay est le **Mouvement de participation populaire**, allié à la coalition au pouvoir, car il détient 37% du total des sénateurs et 50% des députés.

Aggravation du déficit public

Les caisses du pays vont mal puisqu'en 2009, le secteur public a été déficitaire de **15,1 milliards de dollars**, soit 2,1% du PIB, ce qui représente le pire niveau depuis 2003.

Selon les études réalisées, les facteurs qui ont mené à ces mauvais chiffres sont la crise énergétique mais aussi les plus grandes dépenses de transferts et salaires dans le secteur public. Il faut cependant noter que le secteur public non financier a augmenté ses recettes de 8,96%.

Pouvoir d'achat en hausse en 2009

Selon les chiffres officiels de l'**Institut national de la statistique**, le pouvoir d'achat des salariés du pays a augmenté de 5,62% l'année dernière, soit la hausse la plus forte jamais enregistrée depuis 1993 (+6,05%).

Dans les secteurs public et privé, les hausses respectives ont été de 6,03% et de 5,39%.